

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

23 FÉVRIER 2016

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'élaboration
d'un pacte énergétique**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Environnement et de l'Énergie,
chargée de la Conservation de la Nature,
de la Politique de l'Eau et
de la Propriété publique

par Mme Véronique JAMOULLE (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Ahmed El Ktibi, Mme Véronique Jamoulle, M. Emin Özkara, Mme Simone Susskind, M. Julien Uyttendaele, Jacques Brotchi, Mme Viviane Teitelbaum, MM. Eric Bott, Pierre Kompany, Arnaud Pinxteren, Mme Els Ampe, M. Jef Van Damme, Mme Annemie Maes.

Membres suppléants : Mmes Anne-Charlotte d'Ursel, Evelyne Huytebroeck, M. Fouad Ahidar.

Autres membres : MM. Emmanuel De Bock, Paul Delva, Mmes Caroline Désir, Liesbet Dhaene, Dominique Dufourny, Brigitte Grouwels, MM. Youssef Handichi, Jamal Ikazban, Mme Marion Lemesre, M. Fabian Maingain.

Voir :

Document du Parlement :
A-59/1 – 2014/2015 : Proposition de résolution.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

GEWONE ZITTING 2015-2016

23 FEBRUARI 2016

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**voor het opmaken
van een energiepact**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor het Leefmilieu en de Energie,
belast met het Natuurbehoud,
het Waterbeleid
en de Openbare Netheid

door mevr. Véronique JAMOULLE (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heer Ahmed El Ktibi, mevr. Véronique Jamoulle, de heren Emin Özkara, Julien Uyttendaele, Jacques Brotchi, mevr. Viviane Teitelbaum, de heren Eric Bott, Pierre Kompany, Arnaud Pinxteren, mevr. Els Ampe, de heer Jef Van Damme, mevr. Annemie Maes.

Plaatsvervangers : mevr. Isabelle Emmery, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, mevr. Evelyne Huytebroeck.

Andere leden : de heren Emmanuel De Bock, Paul Delva, mevr. Caroline Désir, mevr. Liesbet Dhaene, mevr. Dominique Dufourny, mevr. Brigitte Grouwels, de heren Youssef Handichi, Jamal Ikazban, mevr. Marion Lemesre, de heer Fabian Maingain.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-59/1 – 2014/2015 : Voorstel van resolutie.

**I. Exposé introductif de
Mme Evelyne Huytebroeck et
Mme Annemie Maes,
co-auteures de la proposition de résolution**

Mme Évelyne Huytebroeck indique que la discussion tombe à point nommé, à la suite de la COP 21. Cette proposition de résolution a été déposée au niveau fédéral et dans les trois Régions. Il s'agit de requérir des quatre gouvernements de se mettre autour de la table, avec des acteurs du secteur énergétique, les parties prenantes, les consommateurs et les associations de protection de l'environnement.

Cette proposition est formulée à la suite du constat que les différents niveaux de pouvoir se renvoient la balle à propos de la compétence partagée de l'énergie. Cette situation débouche sur l'absence de cadre énergétique à long terme et un manque de coordination au sein du pays, ce qui faciliterait les décisions. Pourtant, une politique de long terme est importante, en raison des investissements que nécessite le secteur. Changer tous les cinq ans les éléments empêche les investisseurs d'être sereins.

Les politiques énergétiques et climatiques peuvent différer en fonction des options politiques. Cependant, les points communs sont plus nombreux qu'on ne l'imagine. L'objectif de limiter la consommation énergétique, la mise en place de mécanismes pour économiser l'énergie, le développement des énergies renouvelables et même, sans provocation, la sortie du nucléaire, peuvent faire consensus.

Les prémisses d'un pacte énergétique global se manifestent au niveau de l'autorité fédérale. Il est bien d'avoir obtenu un accord global suite à la COP 21. Maintenant, il s'agit de travailler au niveau belge.

Mme Annemie Maes confirme que cette proposition de résolution est liée au besoin d'avoir une politique cohérente en matière de fourniture de gaz et d'électricité. Il s'agit également d'une demande de la population, comme le démontre les sondages de l'eurobaromètre.

La Belgique est l'un des pays les plus consommateurs d'énergies alors qu'une partie de la population vit en situation de précarité énergétique. Un débat sur l'énergie nucléaire est indispensable.

La politique énergétique est divisée en Belgique entre quatre entités, ce qui n'est guère rassurant pour les producteurs d'énergie. Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie, pour assurer la sécurité au niveau des ravitaillements. L'investissement dans l'efficience énergétique a un but social, économique et écologique. L'énergie doit rester abordable.

La proposition de résolution fait référence à certains projets existants dans d'autres pays (Danemark, Alle-

**I. Inleidende uiteenzetting van
mevrouw Evelyne Huytebroeck en
mevrouw Mme Annemie Maes,
co-auteurs van het voorstel van resolutie**

Mevrouw Evelyne Huytebroeck zegt dat de besprekking op een goed moment komt, na de COP21. Dit voorstel van resolutie is op federaal niveau en bij de drie Gewesten ingediend. Het is de bedoeling om de vier regeringen rond de tafel te brengen, samen met de spelers uit de energiesector, de betrokken partijen, de consumenten en de milieuverenigingen.

Dit voorstel wordt geformuleerd nadat is vastgesteld dat de verschillende gezagsniveaus elkaar de schuld toeschiven op het vlak van de gedeelde energiebevoegdheid. Die situatie leidt tot een uitbliven van energieregelgeving op lange termijn en een gebrek aan coördinatie in het land, wat de beslissingen zou vereenvoudigen. Nochtans is een langetermijnvisie belangrijk voor de investeringen die in de sector nodig zijn. Om de vijf jaar, de spelregels veranderen, stoort de gemoedsrust van de investeerders.

Het energie- en klimaatbeleid kan verschillen volgens de beleidskeuzes. De gemeenschappelijke punten zijn echter talrijker dan men denkt. Over het doel om de energieconsumptie terug te dringen, de invoering van energiebesparende maatregelen, de ontwikkeling van hernieuwbare energie en zelfs, zonder te willen provoceren, het einde van de nucleaire energie, kan een consensus bereikt worden.

De sleutel voor een algemeen energiepact is in handen van het federale niveau. Het is goed dat er een algemeen akkoord is ingevolge de COP21. Nu moet er op Belgisch niveau iets gebeuren.

Mevrouw Annemie Maes bevestigt dat dit voorstel van resolutie verband houdt met de behoefte om een coherent beleid te voeren inzake levering van gas en elektriciteit. Ook de bevolking is vragende partij, zoals blijkt uit de peilingen van de eurobarometer.

België is een van de meest energievretende landen hoewel een deel van de bevolking in energiearmoede leeft. Een debat over de kernenergie is noodzakelijk.

Het energiebeleid in België is over vier entiteiten verdeeld, wat de energieproducenten zorgen baart. Wij hebben nood aan een nieuwe strategie met het oog op bevoorradingssekerheid. Investeren in energie-efficiëntie heeft een sociaal, economisch en ecologisch doel. Energie moet betaalbaar blijven.

Het voorstel van resolutie verwijst naar bepaalde projecten in andere landen (Denemarken, Duitsland, Nederland,

magne, Pays-Bas, France, etc.) et sur la manière dont nous pourrions nous en inspirer.

Les entreprises sont également mentionnées, ainsi que les parties prenantes. La députée mentionne une journée organisée par Elia sur le paysage énergétique de demain. L'objectif de cette résolution est de se diriger dans la même direction (entreprises, associations, pouvoirs locaux, associations de protection de l'environnement, etc.). C'est une proposition d'un pacte énergétique ambitieux pour donner suite à la COP 21.

II. Discussion générale

M. Pierre Kompany indique que majorité et opposition sont tombées d'accord sur le texte, et ce grâce à la bonne volonté, la compréhension et la capacité d'analyse des membres de la commission.

M. Éric Bott explique que les enjeux repris par le texte sont fondamentaux. Notre panier énergétique doit notamment intégrer la santé, préserver l'environnement et assurer une sécurité d'approvisionnement. Il faut que le prix de l'énergie reste accessible.

Mme Els Ampe relate qu'elle appuiera proposition mais qu'elle se distancie des développements.

Mme Viviane Teitelbaum indique qu'il convient de développer une stratégie notamment pour accroître la recherche et le développement dans le secteur des énergies renouvelables. D'ailleurs, la ministre fédérale de l'énergie a entamé la constitution d'un pacte énergétique avec l'adoption d'une vision énergétique et la création d'un comité de pilotage. Cette proposition permet d'affirmer notre volonté de voir la Région agir proactivement pour faire aboutir ce processus le plus rapidement possible. Afin que le pacte énergétique voie le jour le plus vite possible et comme le texte est le fruit d'un consensus, le groupe MR soutiendra cette proposition.

Mme Évelyne Huytebroeck remercie les différents groupes politiques pour leur esprit constructif, notamment en groupe de travail. Nous sommes arrivés à un équilibre. Il n'y a que l'amendement n° 7 qu'elle ne soutiendra pas. En effet, prévoir une date précise, même si le gouvernement fédéral a exprimé la volonté de mettre en place un pacte énergétique, aurait maintenu une pression sur le niveau fédéral. Si la Flandre et la Région wallonne n'ont pas inclus de date dans leur résolution, c'est parce que leur texte a été adopté avant la COP 21.

Mme Annemie Maes remercie également les groupes de la majorité et de l'opposition d'appuyer le texte. Nous donnons un signal clair au niveau bruxellois, même si le travail restera à faire au niveau du gouvernement.

Frankrijk enz.) en naar de manier waarop wij ons daardoor kunnen laten inspireren.

De bedrijven worden ook vermeld, alsook de betrokken partijen. Het parlementslid verwijst naar een dag die Elia georganiseerd heeft over het energielandschap van morgen. Het doel van deze resolutie is de neuzen in dezelfde richting te krijgen (bedrijven, verenigingen, lokale besturen, milieuverenigingen enz.). Het is een voorstel voor een ambitieus energiepact om gevolg te geven aan de COP21.

II. Algemene bespreking

De heer Pierre Kompany zegt dat de meerderheid en oppositie het eens zijn geworden over de tekst, dankzij de goede wil, het begrip en de analysebekwaamheid van de leden van de commissie.

De heer Eric Bott licht toe dat de uitdagingen die in de tekst aan bod komen fundamenteel zijn. Onze energiekorf moet onder andere rekening houden met de gezondheid, het milieu beschermen en zorgen voor de veiligheid van de voorvraag. De energieprijs moet toegankelijk blijven.

Mevrouw Els Ampe zegt dat zij het voorstel zal steunen, maar afstand neemt van de toelichtingen.

Volgens mevrouw Viviane Teitelbaum is het nodig een strategie te ontwikkelen, met name om onderzoek en ontwikkeling in de sector van de hernieuwbare energie te bevorderen. De federale minister voor energie is trouwens gestart met het uitwerken van een energiepact, door een energievisie aan te nemen en een stuurcomité op te richten. Dankzij dit voorstel, kunnen wij onze wens bevestigen dat het Gewest proactief optreedt om dit proces zo vlug mogelijk tot een goed einde te brengen. De MR-fractie zal dit voorstel steunen, zodat het energiepact zo vlug mogelijk tot stand komt, aangezien de tekst het resultaat is van een consensus.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck bedankt de verschillende politieke fracties voor hun opbouwende ingesteldheid, met name in de werkgroep. Wij hebben een evenwicht bereikt. Enkel amendement nr. 7 krijgt haar steun niet. Een precieze datum geven zou immers druk gehandhaafd hebben op het federale niveau, hoewel de federale regering haar wens heeft geuit om een energiepact tot stand te brengen. Het feit dat Vlaanderen en het Waals Gewest geen datum vermeld hebben in hun resolutie komt doordat de tekst werd aangenomen vóór de COP 21.

Ook mevrouw Annemie Maes dankt de fracties van de meerderheid en de oppositie voor hun steun aan de tekst. Wij geven een duidelijk signaal op Brussels niveau, hoewel nog werk moet verricht worden op het niveau van de regering.

Elle indique qu'elle regrette l'absence de la ministre de l'énergie ou même d'un membre de son cabinet. Il s'agit d'un texte qui reprend notre vision énergétique pour les prochaines années. Elle compte sur les partenaires de la majorité pour relayer cette résolution au niveau gouvernemental. Un accord a été conclu à Paris avec des engagements pour les États-membres qui, en Belgique, reviendront en cascade au niveau des Régions.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Considérants

Les considérants n'appellent pas de commentaire particulier.

Vote

Les considérants sont adoptés par 12 voix contre 1.

Dispositif

Les tirets du dispositif n'appellent pas de commentaire particulier.

Votes

Les amendements n°s 1 à 3 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Le 1^{er} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Les amendements 4 et 5 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Le 3^{ème} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 6 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 7 est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Zij betreurt de afwezigheid van de minister voor energie of zelfs van een kabinetslid. Het gaat over een tekst die onze energievisie voor de komende jaren weerspiegelt. Zij rekent op de partners van de meerderheid om deze resolutie bij de regering ingang te doen vinden. In Parijs werd een akkoord gesloten met verbintenissen voor de lidstaten, die in België doorsijpelen naar de Gewesten.

III. Bespreking van de consideransen, de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Consideransen

De consideransen lokken geen bijzondere commentaar uit.

Stemming

De consideransen worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1.

Verzoekend gedeelte

De streepjes van het verzoekend gedeelte lokken geen bijzondere commentaar uit.

Stemming

De amendementen nr. 1 tot 3 worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het eerste streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

De amendementen nr. 4 en 5 worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het derde streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendement nr. 6 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendement nr. 7 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Justification d'abstention

Mme Annemie Maes explique son abstention par le fait qu'elle aurait bien vu 2016 comme date pour la mise en place du pacte énergétique.

Le 4^{ème} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents

Le 5^{ème} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Le 10^{ème} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 10 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Le 12^{ème} tiret du dispositif, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Vote sur le dispositif amendé

Le dispositif tel qu'amendé est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Véronique JAMOULLE

La Présidente,

Viviane TEITELBAUM

Verantwoording van onthouding

Mevrouw Annemie Maes heeft zich onthouden bij de stemming, omdat ze wenst dat het energiepact in 2016 wordt ingevoerd.

Het vierde streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Amendment nr. 8 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het vijfde streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendment nr. 9 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het tiende streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendment nr. 10 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het twaalfde streepje van het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Stemming over het geamendeerd verzoekend gedeelte

Het verzoekend gedeelte, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur;

Véronique JAMOULLE

De Voorzitter;

Viviane TEITELBAUM

V. Amendements

N° 1 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au premier tiret du dispositif, insérer les mots : « En concertation avec le Gouvernement fédéral et les Gouvernements flamand et wallon » avant les mots « de constituer ».

JUSTIFICATION

L'assise sociale du pacte doit être constituée en concertation avec les gouvernements des autres entités du pays.

N° 2 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au premier tiret du dispositif, insérer les mots : « avec une attention particulière pour les partenaires sociaux, les consommateurs, et les mouvements environnementalistes » entre les mots « parties prenantes » et les mots « assises sociales ».

JUSTIFICATION

La formulation amendée est plus précise dans les termes utilisés.

N° 3 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au premier tiret du dispositif, remplacer les mots : « s'assurer ainsi de l'adhésion des citoyens » par les mots « susciter une adhésion large et forte des citoyens ».

JUSTIFICATION

La formulation amendée est plus précise dans les termes utilisés.

V. Amendementen

Nr. 1 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Eerste streepje van het verzoekend gedeelte : Na het woord « om », de woorden « samen met de Federale Regering, de Vlaamse en de Waalse Regering en » in te voegen.

VERANTWOORDING

Het maatschappelijk draagvlak van het pact moet tot stand komen in overleg met de regeringen van de andere deelgebieden van het land.

Nr. 2 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Eerste streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « met bijzondere aandacht voor de sociale partners, de consumenten, en de milieubewegingen » in te voegen tussen « alle belanghebbenden » en « een maatschappelijk draagvlak ».

VERANTWOORDING

De geamendeerde formulering is preciezer in de gebruikte termen.

Nr. 3 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Eerste streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « zo de betrokkenheid van de burgers te verzekeren » te vervangen door « zo een ruime en sterke betrokkenheid van de burgers te doen ontstaan ».

VERANTWOORDING

De geamendeerde formulering is preciezer in de gebruikte termen.

N° 4 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au troisième tiret du dispositif, ajouter les mots :
« avec le Gouvernement fédéral et les Gouvernements flamand et wallon » entre les mots « d’élaborer » et les mots « un pacte énergétique belge clair ».

JUSTIFICATION

Il convient de préciser explicitement que l’élaboration d’un pacte énergétique doit se faire avec les autres entités du pays.

N° 5 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au troisième tiret du dispositif, remplacer les mots :
« les différentes autorités, les employeurs et les travailleurs, les organisations de consommateurs, les mouvements environnementalistes, les institutions financières, et le secteur énergétique » par les mots « les acteurs publics concernés, de l’échelon local à l’échelon fédéral, les organisations patronales et syndicales, les indépendants et les demandeurs d’emploi, les organisations représentant les consommateurs et les familles, les mouvements environnementalistes, les institutions financières et le secteur énergétique ».

JUSTIFICATION

La formulation amendée est plus précise et plus complète quant aux acteurs qu’il est souhaité d’associer à l’élaboration du pacte énergétique.

N° 6 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au quatrième tiret du dispositif, insérer les mots :
« national fédérant Flamands, Wallons et Bruxellois autour d’objectifs et d’actions programmées sur le court, le moyen et le long terme » entre les mots « énergétique » et les mots « au plus ».

Nr. 4 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Derde streepje van het verzoekend gedeelte : Na het woord « om », de woorden « , samen met de Federale Regering, de Vlaamse en de Waalse Regering, » in te voegen.

VERANTWOORDING

Er dient explicet te worden gesteld dat de opstelling van een energiepact moet geschieden in samenwerking met de andere deelgebieden van het land.

Nr. 5 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Derde streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « de verschillende overheden, werkgevers en werknemers, consumentenorganisaties, milieubewegingen, financiële instellingen en de energiesector » te vervangen door de woorden « de betrokken overheidsactoren, van het lokaal tot het federaal niveau, de werkgevers- en werknemersorganisaties, de zelfstandigen en de werkzoekenden, de organisaties die de consumenten en de gezinnen vertegenwoordigen, de milieubewegingen, de financiële instellingen en de energiesector ».

VERANTWOORDING

De geamendeerde formulering is preciezer en vollediger wat betreft de actoren die men wenst te betrekken bij de uitwerking van het energiepact.

Nr. 6 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Vierde streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « energiepact op te maken » te vervangen door « nationaal energiepact op te maken dat de Vlamingen, Wallen en Brusselaars bijeenbrengt rond op korte, middellange en lange termijn geplande doelstellingen en acties ».

JUSTIFICATION

La formulation amendée est plus précise et plus complète quant aux acteurs qu'il est souhaité d'associer à l'élaboration du pacte énergétique.

N° 7 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au quatrième tiret du dispositif, remplacer les mots : « pour le 1^{er} juillet 2015 » par les mots « au plus vite ».

JUSTIFICATION

L'échéance prévue dans le texte est dépassée et il convient de ne pas s'enfermer dans un calendrier qui risque de ne pas être respecté, ni d'agir dans une précipitation qui risquerait de nuire à la qualité du pacte. Cependant, il est utile de demander au gouvernement de faire aboutir le processus de l'élaboration du pacte dans un délai raisonnable.

N° 8 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au cinquième tiret du dispositif, insérer les mots : « la sécurité d'approvisionnement » entre les mots « la création d'emplois durables » et les mots « et la politique climatique ».

JUSTIFICATION

La sécurité d'approvisionnement constitue également une dimension très importante de la politique énergétique. Il est donc souhaitable que cet élément soit abordé dans un pacte qui se veut global.

N° 9 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Au dixième tiret du dispositif, insérer les mots : « et en Région de Bruxelles-Capitale » entre les mots « Belgique » et les mots « stimule ».

VERANTWOORDING

De geamendeerde formulering is preciezer en vollediger inzake de actoren die men wenst te betrekken bij de uitwerking van het energiepact.

Nr. 7 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Vierde streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « uiterlijk 1 juli 2015 » te vervangen door de woorden « , en zulks zo snel mogelijk».

VERANTWOORDING

De geplande termijn is voorbij. Men moet voorkomen zich vast te fishtsen in een tijdslijn dat misschien niet wordt gehaald of overhaast te handelen, met het risico dat de kwaliteit van het pact daaronder lijdt. De regering moet evenwel worden gevraagd om het energiepact binnen een redelijke termijn op te stellen.

Nr. 8 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Vijfde streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « voorzieningszekerheid » in te voegen tussen de woorden « duurzame jobcreatie » en « klimaatbeleid ».

VERANTWOORDING

De voorzieningszekerheid vormt eveneens een zeer belangrijke dimensie van het energiebeleid. Het is dus wenselijk dat dit element vermeld wordt in een pact dat globaal wil zijn.

Nr. 9 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Tiende streepje van het verzoekend gedeelte : De woorden « en Brusselse Hoofdstedelijke » in te voegen tussen de woorden « Belgische » en « arbeidsmarkt ».

JUSTIFICATION

Il est important d'insister sur le fait que notre région doit également bénéficier des créations d'emplois souhaitées par la présente proposition de résolution.

N° 10 (de MM. Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, Mmes Simone SUSSKIND, et Viviane TEITELBAUM)

Dispositif

Remplacer le douzième tiret du dispositif par la phrase suivante : « *d'insister pour que l'Union européenne répartisse au plus vite entre les États membres les objectifs énergétiques et climatiques à l'horizon 2030 (réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, augmentation de 27 % de l'efficacité énergétique et une part de 27 % d'énergie renouvelable dans le mix énergétique) par rapport auxquels elle s'est engagée à la COP 21 de décembre à Paris* ».

JUSTIFICATION

Les objectifs énergétiques et climatiques ont été établis par le Conseil européen de l'environnement. Il convient à présent qu'ils soient répartis rapidement entre États membres.

VERANTWOORDING

Het is belangrijk te benadrukken dat ons Gewest ook baat heeft bij de nieuwe jobs die gewenst worden in dit voorstel van resolutie.

Nr. 10 (van de heren Pierre KOMPANY, Jef VAN DAMME, Eric BOTT, mevrouw Simone SUSSKIND en van mevrouw Viviane TEITELBAUM)

Verzoekend gedeelte

Twaalfde streepje van het verzoekend gedeelte : Te vervangen door de volgende zin : « *erop aan te dringen dat de Europese Unie zo vlug mogelijk de tegen 2030 vooropgestelde energie- en klimaatdoelstellingen (verlaging van de uitstoot van broeikasgassen met ten minste 40 % ten opzichte van 1990, verhoging van de energie-efficiëntie met 27 % en een aandeel van 27 % voor de hernieuwbare energie in de energiemix) waartoe zij zich tijdens de COP 21 in december in Parijs heeft verbonden, te verdelen tussen de lidstaten.* ».

VERANTWOORDING

De energie- en klimaatdoelstellingen werden opgesteld door de Europese Raad voor het Leefmilieu en moeten nu snel worden verdeeld tussen de lidstaten.

VI. Texte adopté

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à l'élaboration d'un pacte énergétique

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie (ordonnance du 2 mai 2013);

Vu le Plan régional Air-Climat-Énergie et ses arrêtés d'exécution;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la transposition en cours de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique des bâtiments, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE;

Vu l'ordonnance relative à la PEB et au climat intérieur du 7 juin 2007;

Vu le cinquième rapport d'évaluation du GIEC (¹) qui rappelle qu'une réduction mondiale de 70 % des gaz à effet de serre (CO₂ mais aussi méthane et protoxyde d'azote) en 2050 par rapport à leur niveau de 2010 est nécessaire pour maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 2°C;

Vu les conclusions du Conseil européen qui prévoit, d'une part, un objectif indicatif d'au moins 27 % fixé au niveau de l'Union européenne pour améliorer l'efficacité énergétique à l'horizon 2030 par rapport aux scénarios de consommation future d'énergie et, d'autre part, un objectif contraignant consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990;

Vu les statistiques de l'Eurobaromètre spécial 409 sur le changement climatique;

Vu les statistiques de l'Office européen de statistiques Eurostat relatives à la consommation énergétique en Belgique;

Vu le rapport de McKinsey & Company « Vers une efficacité énergétique de niveau mondial en Belgique »;

Vu le rapport du SPF Économie « Prix de l'énergie et précarité énergétique »;

(1) <http://www.climat.be/fr-be/changements-climatiques/les-rapports-du-giec>.

VI. Aangenomen tekst

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

voor het opmaken van een energiepact

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing (ordonnantie van 2 mei 2013);

Gelet op het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de aan de gang zijnde omzetting van richtlijn 2012/27/EU betreffende de energie-efficiëntie van gebouwen, tot wijziging van de richtlijnen 2009/125/EU en 2010/30/EU en tot intrekking van de richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG;

Gelet op de ordonnantie van 7 juni 2007 houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen;

Gelet op het vijfde evaluatierapport van het IPCC (¹) dat erop wijst dat, tegen 2050, een wereldwijde vermindering met 70 % van de broeikasgassen (CO₂, maar ook methaan en stikstofmonoxide) in vergelijking met het peil van 2010 noodzakelijk is om de gemiddelde temperatuurstijging onder 2°C te houden;

Gelet op de conclusies van de Europese Raad die, enerzijds, een indicatieve doelstelling oplegt van minstens 27 % voor de Europese Unie om de energie-efficiëntie tegen 2030 te verbeteren ten opzichte van de scenario's inzake toekomstig energieverbruik en, anderzijds, een dwingende doelstelling oplegt volgens welke de emissies van broeikasgassen in de EU tegen 2030 moeten worden teruggeschroefd met 40 % ten opzichte van het peil van 1990;

Gelet op de statistieken van de « Special Eurobarometer 409 » over de klimaatverandering;

Gelet op de statistieken van het Europese statistiekbureau Eurostat betreffende het energieverbruik in België;

Gelet op het rapport van McKinsey & Company « Naar energie-efficiëntie van wereldklasse in België »;

Gelet op het rapport van de FOD Economie « Energieprijs en energiearmoede »;

(1) <http://www.klimaat.be/nl-be/klimaatverandering/ipcc-rapporten>.

Vu le rapport de réflexion d'Elia « Plaidoyer pour un pacte énergétique, beyond 2020 »;

Vu le briefingpaper du WWF intitulé « Putting the EU and Belgium on track towards 100 % renewable energy : the case for a post-2020 climate and energy package »;

Vu le rapport du VITO, de l'ICEDD et du Bureau fédéral du Plan « Towards 100 % renewable energy in Belgium by 2050 »;

Vu l'étude du bureau d'études 3E intitulée « Crucial Energy choices in Belgium – An investigation of the options » et les recommandations politiques des organisations environnementales;

Vu le rapport d'ARGUS intitulé « Krijtlijnen van een duurzaam energiesysteem »;

Vu la déclaration commune du 23 septembre 2014 de représentants d'acteurs non étatiques, en ce compris les gouvernements locaux et régionaux au Sommet Climat des Nations Unies de New York qui déclare que « l'action des gouvernements locaux et régionaux représente probablement la capacité de réduction des émissions de GES la plus importante à court terme, et particulièrement sur la période 2015-2020, et joue un rôle essentiel en matière d'adaptation au changement climatique sur leurs territoires »;

Vu la création des « energy saving pioneers » et les recommandations politiques formulées par ceux-ci;

Considérant que le secteur énergétique n'est pas hostile à l'idée d'un pacte énergétique;

Vu l'Energiewende allemande;

Vu l'accord énergétique danois;

Vu l'accord énergétique néerlandais;

Vu la transition énergétique de la France;

Vu la complexité actuelle de notre paysage énergétique fragmenté, qui se fait ressentir tant au niveau des développements technologiques que du cadre réglementaire et du financement;

Vu l'incertitude croissante quant au futur modèle d'entreprise du secteur de l'électricité en Belgique et en Europe;

Vu l'importance, pour les entreprises du secteur énergétique, de réaliser les investissements nécessaires et vu l'importance, par conséquent, de pouvoir dépasser les décisions à court terme des autorités;

Gelet op het reflectierapport van Elia « Oproep voor een energiepact, beyond 2020 »;

Gelet op de briefingpaper van het WWF « België en Europa op het pad naar 100 % hernieuwbare energie : de nood aan een ambitieus post-2020 klimaat- en energiepakket »;

Gelet op het rapport van het VITO, het ICEDD en het Federaal Planbureau « Towards 100 % renewable energy in Belgium by 2050 »;

Gelet op de studie van het studiebureau 3E, « Crucial Energy choices in Belgium – An investigation of the options » en de beleidsaanbevelingen van de milieuorganisaties;

Gelet op het ARGUS-rapport « Krijtlijnen van een duurzaam energiesysteem »;

Gelet op de gemeenschappelijke verklaring van 23 septembre 2014 van vertegenwoordigers van niet-overheidsactoren, met inbegrip van de lokale en regionale besturen, op de Klimaattop van de Verenigde Naties in New York volgens welke « het optreden van de lokale en regionale besturen waarschijnlijk het meest kan bijdragen tot het verminderen van de emissies van broeikasgassen op korte termijn, in het bijzonder in de periode 2015-2020, en een essentiële rol speelt bij de aanpassing aan de klimaatverandering op hun grondgebieden »;

Gelet op de oprichting van de « energy saving pioneers » en hun beleidsaanbevelingen;

Overwegende dat de energiesector het idee van een energiepact niet ongenegen is;

Gelet op de Duitse Energiewende;

Gelet op het Deense energieakkoord;

Gelet op het Nederlandse energieakkoord;

Gelet op de energietransitie van Frankrijk;

Gelet op de huidige complexiteit van ons gefragmenteerd energielandschap die tot uiting komt in de technologische ontwikkelingen, het regelgevend kader en de financiering;

Gelet op de toenemende onzekerheid over het toekomstige businessmodel van de elektriciteitssector in België en in Europa;

Gelet op het belang voor de ondernemingen in de energiesector om de noodzakelijke investeringen te doen en dus gelet op het belang om de kortetermijnbesluiten van overheden te kunnen overstijgen;

Considérant qu'il est important que ces investissements soient rentables à long terme et que les investissements soient garantis à long terme;

Considérant que la sécurité de l'approvisionnement énergétique ne peut être compromise et que les investissements dans l'efficacité énergétique doivent se poursuivre sans relâche;

Considérant que différents équilibres sur le marché de l'énergie ont été perturbés et qu'il faut donc se mettre en quête de nouveaux équilibres et de nouveaux modèles;

Considérant que le développement d'un nouveau système énergétique présente des défis, mais également de nombreuses opportunités;

Considérant que le soutien de la société est nécessaire dans le cadre de la recherche d'un nouveau système énergétique;

Considérant que, sur le plan énergétique, les objectifs économiques, sociaux et écologiques sont indissociablement liés les uns aux autres;

Considérant qu'un pacte énergétique contribuerait à ré;soudre les tensions et les conflits actuels sur le marché de l'énergie et faciliterait la transition vers un nouveau modèle énergétique;

Considérant qu'un pacte énergétique peut contribuer à faire émerger des idées novatrices et génère la confiance nécessaire pour utiliser des techniques innovantes;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- en concertation avec le Gouvernement fédéral et les Gouvernements flamand et wallon, de constituer, avec le secteur énergétique et toutes les parties prenantes, avec une attention particulière pour les partenaires sociaux, les consommateurs et les mouvements environnementalistes, une assise sociale en faveur de l'établissement d'un pacte énergétique et de susciter une adhésion large et forte des citoyens;
- de faire pour cela notamment appel à l'expertise du Bureau fédéral du Plan, de la CREG, de Brugel, des administrations dont Bruxelles Environnement (IBGE) et de différents centres d'études fédéraux et régionaux;
- d'élaborer avec le Gouvernement fédéral et les Gouvernements flamand et wallon un pacte énergétique belge clair, ambitieux et largement soutenu en concertation avec tout le secteur et tous les partenaires concernés, c'est-à-dire les acteurs publics concernés, de l'échelon local à l'échelon fédéral, les organisations patronales et syndicales, les indépendants et les demandeurs d'emp

Overwegende dat die investeringen rendabel moeten zijn op lange termijn en dat ze op lange termijn moeten worden gegarandeerd;

Overwegende dat de energiebevoorradingzekerheid niet in het gedrang mag komen en de investeringen in energie-efficiëntie onverminderd moeten doorgaan;

Overwegende dat verschillende evenwichten op de energiemarkt verstoord zijn en er dus moet worden gezocht naar nieuwe evenwachten en modellen;

Overwegende dat de ontwikkeling van een nieuw energiesysteem uitdagingen bevat, maar ook veel kansen biedt;

Overwegende dat er vanuit de maatschappij een draagvlak moet zijn voor de zoektocht naar een nieuw energiesysteem;

Overwegende dat de economische, sociale en ecologische doelstellingen op het vlak van energie onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn;

Overwegende dat een energiepact zou helpen om de huidige spanningsvelden en conflicten op de energiemarkt te overwinnen en de overgang naar een nieuw energiemodel zou vergemakkelijken;

Overwegende dat een energiepact kan helpen om innovatieve ideeën aan te wakkeren en het nodige vertrouwen schept voor het gebruik van innovatieve technieken;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

- om, samen met de Federale Regering, de Vlaamse en de Waalse Regering en samen met de energiesector en alle belanghebbenden, met bijzondere aandacht voor de sociale partners, de consumenten, en de milieubewegingen, een maatschappelijk draagvlak te bewerkstelligen voor het opmaken van een energiepact en zo een ruime en sterke betrokkenheid van de burgers te doen ontstaan;
- om daarbij een beroep te doen op de kennis van onder andere het Federaal Planbureau, de CREG, Brugel, de besturen waaronder Leefmilieu Brussel (BIM) en de verschillende federale en gewestelijke onderzoekscentra;
- om samen met de Federale Regering, de Vlaamse en de Waalse Regering een breed gedragen, ambitieus en duidelijk Belgisch energiepact op te maken in samenspraak met de hele sector en alle betrokken partners : de betrokken overheidsactoren, van het lokaal tot het federaal niveau, de werkgevers- en werknemersorganisaties, de zelfstandigen en de werkzoekenden, de organisaties die

- ploi, les organisations représentant les consommateurs et les familles, les mouvements environnementalistes, les institutions financières et le secteur énergétique;
- d'établir ce pacte énergétique national fédérant Flamands, Wallons et Bruxellois autour d'objectifs et d'actions programmées sur le court, le moyen et le long terme au plus vite;
 - que ce pacte énergétique comporte essentiellement des dispositions faisant l'objet d'un large consensus sur la compétitivité, les économies d'énergie, les technologies propres, l'énergie renouvelable, la création d'emplois durables, la sécurité d'approvisionnement et la politique climatique;
 - que les dispositions de ce pacte soient formulées à long terme afin d'assurer la cohérence et la constance politique nécessaire;
 - que ces dispositions soient transposées en objectifs à long terme concrets, ambitieux et contraignants en matière d'économies d'énergie, de part d'énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre;
 - que la trajectoire énergétique jusqu'à la réalisation des objectifs à long terme à l'horizon 2050 soit définie en collaboration avec toutes les parties prenantes et soit clairement balisée à court terme;
 - de développer une vision énergétique claire, de faire des choix pertinents et d'investir efficacement et de manière ciblée;
 - de garder à l'esprit, lors de l'élaboration de ce pacte énergétique, qu'économie et écologie sont complémentaires et que la mise en œuvre concrète de ce pacte permette aux citoyens de disposer, de manière certaine, d'énergie propre à un prix abordable, crée de l'emploi sur le marché du travail en Belgique et en Région de Bruxelles-Capitale, stimule l'apparition d'idées innovantes et permette ainsi le développement de techniques propres et innovantes;
 - de tenir compte, dans le cadre de ce pacte énergétique, de la réalité dans les différents pays limitrophes ainsi que des évolutions au niveau européen et mondial;
 - d'insister pour que l'Union européenne répartisse au plus vite entre les États membres les objectifs énergétiques et climatiques à l'horizon 2030 (réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, augmentation de 27 % de l'efficacité énergétique et une part de 27 % d'énergie renouvelable dans le mix énergétique) par rapport auxquels elle s'est engagée à la COP 21 de décembre à Paris.
- de consumenten en de gezinnen vertegenwoordigen, de milieubewegingen, de financiële instellingen en de energiesector;
- om dat nationaal energiepact op te maken dat de Vlamingen, Walen en Brusselaars bijeenbrengt rond op korte, middellange en lange termijn geplande doelstellingen en acties, en zulks zo snel mogelijk;
 - dat dat energiepact in wezen breed gedragen bepalingen bevat over concurrentiekraft, energiebesparingen, schone technologieën, hernieuwbare energie, duurzame jobcreatie, de voorzieningszekerheid en klimaatbeleid;
 - dat de bepalingen van dat pact geformuleerd worden voor een langere termijn om zo de noodzakelijke beleidsconsistentie- en coherentie te bewerkstelligen;
 - dat die bepalingen worden omgezet in concrete, ambitieuze en bindende langetermijndoelstellingen op het vlak van energiebesparing, het aandeel hernieuwbare energie en broeikasgasreductie;
 - dat het energiepad richting 2050 tot het bereiken van die langetermijndoelstellingen samen met alle belanghebbenden wordt uitgestippeld en duidelijke kortetermijnbakens bevat;
 - een duidelijke energievisie te ontwikkelen, relevante keuzes te maken en efficiënt en doelgericht te investeren;
 - bij de opmaak van dat energiepact, voor ogen te houden dat economie en ecologie elkaar versterken en dat de concrete uitvoering van dat pact resulteert in een zekere, betaalbare en schone energievoorziening voor de burgers, werkgelegenheid creëert op de Belgische en Brusselse Hoofdstedelijke arbeidsmarkt, innovatieve ideeën aanwakkert en daardoor de ontwikkeling van innovatieve en schone technieken bevordert;
 - bij het opmaken van dat energiepact, rekening te houden met de realiteit in de verschillende buurlanden en met de evoluties die zich op Europees en mondiaal vlak voltrekken;
 - erop aan te dringen dat de Europese Unie zo vlug mogelijk de tegen 2030 vooropgestelde energie- en klimaatdoelstellingen (verlaging van de uitstoot van broeikasgassen met ten minste 40 % ten opzichte van 1990, verhoging van de energie-efficiëntie met 27 % en een aandeel van 27 % voor de hernieuwbare energie in de energiemix) waartoe zij zich tijdens de COP 21 in december in Parijs heeft verbonden, te verdelen tussen de lidstaten.

0216/0630
I.P.M. COLOR PRINTING
 02/218.68.00